Banque européenne d'investissement

LA BEI – La banque de l'UE

INFO 147

03-2012

L'emploi et la croissance au cœur des discussions des investisseurs de long terme

Grâce au câble East-West, l'électricité irlandaise passe au vert

Le port de Rotterdam s'agrandit avec le soutien de la BEI

ISSN 0250-3867

www.bei.org

INFO 147

LA BEI – La banque de l'UE

Octobre 2012

Éditorial

Le premier objectif de la BEI, en sa qualité de banque de l'UE, est d'investir pour la croissance de l'Europe. Plus que jamais, la BEI se concentre sur le financement des projets les plus à même de stimuler la croissance et la création d'emplois. Parce qu'elle poursuit une stratégie à long terme, la BEI peut jouer un rôle fondamental à l'appui d'investissements dans les grandes infrastructures, la recherche-développement et l'énergie propre qui, sans elle, seraient reportés ou, au pire, ne seraient pas réalisés.

Grâce à l'effet multiplicateur de ses interventions, la Banque peut favoriser la mise en œuvre d'investissements et attirer des financements pour des projets clés. La BEI est pleinement consciente de la mission que lui ont confiée ses actionnaires, les États membres de l'UE, dont beaucoup sont aux prises avec des difficultés sans précédent. Son président, Werner Hoyer, a souligné qu'elle était fermement résolue à travailler en étroite collaboration avec ses actionnaires pour assurer l'utilisation efficace de ses financements dans l'ensemble des États membres. La BEI continue de centrer son action sur les besoins d'investissement à l'échelle locale, en offrant des solutions aux problèmes de financement spécifiques et en appuyant les projets prioritaires. Pour surmonter la crise, investisseurs et bailleurs de fonds doivent regarder loin devant. « Nous devons avoir une vision à long terme », a répété Werner Hoyer récemment, lors de la réunion des investisseurs de long terme, à Luxembourg.

À l'avenir, les prêts serviront notamment à financer des secteurs importants, tels que l'innovation et les compétences, les PME, les énergies propres et les infrastructures modernes dans toute l'UE. La BEI soutient déjà ces secteurs depuis de nombreuses années. Forte de sa longue expérience, la Banque pourra choisir des projets solides qui auront un effet maximal sur l'économie réelle. Plus que jamais, il est primordial d'investir dans une éducation moderne, la recherche scientifique de pointe, les petites et moyennes entreprises porteuses de croissance, des logements sociaux économes en énergie et des projets d'infrastructure stratégiques. La BEI continuera à faire tout ce qu'il faut pour que des projets puissent être réalisés malgré un contexte économique difficile.

L'action de la BEI porte plus que jamais sur le financement de projets ayant un impact maximal sur la croissance et la création d'emplois.

Sommaire

ZOOM SUR LA BEI

03 L'emploi et la croissance au cœur des discussions des investisseurs de long-terme
05 En bref
06 Investissement et croissance à l'heure des changements climatiques

LA BEI EN ACTION

08 L'effet multiplicateur des prêts de la BEI : quelques chiffres
10 Grâce au câble East-West, l'électricité irlandaise passe au vert
12 Le port de Rotterdam s'agrandit avec le soutien de la BEI
14 Les microentreprises bénéficient de ressources du programme Progress
16 Des PME croates se développent grâce à un prêt de la BEI
17 À Vienne, des économies intelligentes pour le logement social
18 À Varsovie, le transport durable est sur les rails
20 Une découverte scientifique majeure appuyée par un prêt de la BEI
22 Les lycées de Languedoc-Roussillon améliorent leur bilan écologique

DU NOUVEAU @ LA BEI

23 Nominations de cadres dirigeants
23 Publications
23 Calendrier

BEI INFO est une publication périodique du département Communication de la Banque européenne d'investissement – Responsable de publication : Sabine Kayser – Mise en page : EIB graphicTeam, Sabine Tissot – Photos : photothèque BEI, © Port de Rotterdam, © Mairie du 6e arrondissement de Bucarest, © Gemasolar, © Canal de Panama, © Université catholique de Louvain, © EirGrid, © Fonds européen d'investissement, © Valamar Lacroma, © Warszawska Kolej Dojazdowa, © CERN, © Région Languedoc-Roussillon – Vos commentaires sont les bienvenus. Prière d'adresser vos remarques et suggestions à beiinfo@bei.org.

L'emploi et la croissance

au cœur des discussions des investisseurs de long terme

Le Club des investisseurs de long terme (CILT) rassemble 15 institutions internationales, dont la BEI qui vient d'accueillir la conférence annuelle du club à Luxembourg.

« Trop souvent, le monde de la finance manque de clairvoyance », a déclaré Werner Hoyer, le président de la Banque, à la clôture des débats. « Nous devons aider les marchés à envisager l'avenir au-delà des gains immédiats et les encourager à financer des investissements qui favoriseront la croissance, l'emploi et le bien-être des générations futures. Pour surmonter la crise actuelle, investisseurs et bailleurs de fonds doivent se projeter dans l'avenir et adopter une vision à long terme », a-t-il ajouté.

Libérer le potentiel des investissements à long terme

Remettre l'Europe sur la voie d'une croissance forte, durable et inclusive nécessite d'énormes investissements à long terme dans différents secteurs, comme les infrastructures, les petites et moyennes entreprises (PME), l'innovation, l'énergie et l'action en faveur du climat. En période de crise et de restrictions budgétaires, les investisseurs de long terme peuvent grandement stimuler la croissance en mettant en œuvre des initiatives essentielles dans ces secteurs qui contribuent à la croissance et à la compétitivité de l'Europe.

Le déploiement de tels investissements s'est toutefois considérablement ralenti, l'incertitude réduisant les horizons de planification. Bon nombre de budgets publics nationaux sont très fortement réduits et la capacité et la volonté des investisseurs de s'engager à long terme ont considérablement diminué. Selon des statistiques publiées récemment par l'UE, en 2012, la part des investissements publics et des dotations publiques dans l'Union européenne et la zone Euro rapportée au produit intérieur brut (PIB) a diminué de 0,5 à 0,6 point, tandis que les investissements publics reculaient de 20 %.

Pour Vassos Shiarly, le ministre chypriote des finances, les pouvoirs publics doivent certes intervenir dans l'urgence pour combattre la crise, mais ils reconnaissent que les décisions stratégiques prises aujourd'hui auront des conséquences à long terme et que les investissements de longue durée sont essentiels à la relance et la croissance. Les membres du Club des investisseurs de long terme, qui se sont réunis officiellement pour la première fois en 2009, ont conscience de leur responsabilité à l'égard des générations futures. Ils savent qu'ils ont un rôle décisif à jouer dans la transformation de notre société en un modèle plus durable et plus inclusif. Ils sont disposés à renforcer et approfondir leur coopération en mettant davantage en commun leurs compétences et leurs capacités financières. Mais ils appellent aussi les gouvernements et les autorités de réglementation internationales à soutenir ces efforts, notamment en améliorant le cadre réglementaire afin d'encourager les investissements à long terme.

> « Trop souvent, le monde de la finance vise le profit à court terme. Nous devons aider les marchés à envisager l'avenir au-delà des gains immédiats et les encourager à financer des investissements qui favoriseront la croissance, l'emploi et le bien-être des générations futures ».

Qu'est-ce que le Club des investisseurs de long terme ?

Le Club des investisseurs de long terme a été fondé en 2009 par la Caisse des Dépôts, la Cassa Depositi e Prestiti, KfW Bankengruppe et la BEI. Il rassemble aujourd'hui 15 institutions internationales, dont des banques de développement, des fonds souverains et des fonds de pension qui représentent au total un bilan cumulé de 3 800 milliards d'USD. De plus amples informations sont disponibles sur le site web www.ltic.org.

Franco Bassanini, président de Cassa Depositi e Prestiti, Ulrich Schröder, président-directeur général de Kreditanstalt für Wiederaufbau, Jean-Pierre Jouyet, président-directeur général de la Caisse des Dépôts et Werner Hoyer, président de la BEI.

Pour le président de la KfW, Ulrich Schröder, nouveau président du CILT, l'engagement de tous les membres est primordial si l' on veut renforcer les investissements dans la croissance durable, tant à l'échelle européenne que mondiale. La contribution des investisseurs de long terme repose sur trois piliers : des conseils stratégiques en matière de besoins réglementaires, des recherches sur l'impact des investissements à long terme sur la croissance et – peut-être le plus important– une coopération pour le financement d'investissements à long terme prometteurs.

Canal de Panama

Port de Rotterdam

Werner Hoyer, le président de la BEI, cite l'action en faveur du climat pour illustrer ce propos. Le passage à une économie plus efficace dans l'utilisation des ressources, plus intelligente et aussi plus inclusive (vital pour nos sociétés) ne se fera pas en un jour. Il nécessitera de gros investissements à long terme et des réformes structurelles de nature à libérer le potentiel de ces investissements. « C'est la vision à long terme qui doit prévaloir », affirme-t-il. « Nous devons inverser la tendance actuelle caractérisée par une vision générale à court terme, laquelle est à l'origine de la crise financière que nous traversons aujourd'hui. Pour cela, le cadre réglementaire doit être propice à la mobilisation et à l'affectation de l'épargne à des investissements de longue durée. »

« En tant que banque de l'Union européenne ayant pour objectif le bien-être de 500 millions de personnes, la BEI est en mesure de mettre en œuvre des stratégies d'investissement complexes ».

Miser sur les avantages du long terme

Les infrastructures en général – pour la mobilité, l'énergie ou les technologies de l'information et de la communication (TIC) – resteront un secteur de premier plan pour les investissements à long terme. En outre, on observe clairement un glissement vers des investissements répondant aux défis de demain, tels que la lutte contre les changements climatiques et l'efficacité des ressources.

Bon nombre d'actionnaires d'entreprises, d'institutions financières privées et de décideurs politiques n'envisagent souvent que le court ou le moyen terme. Les investisseurs de long terme, en revanche, contribuent au financement de projets dont les effets ne se feront sentir qu'après une longue durée ; c'est le cas des investissements dans les infrastructures ou l'action en faveur du climat. Des opérations de ce type ont été présentées lors de la conférence, dont un projet portant sur l'efficacité énergétique à Bucarest et une centrale solaire en Espagne.

« Nous avons également cofinancé l'agrandissement du port de Rotterdam, l'une des passerelles de l'Europe vers le reste du monde. Dans le même temps, nous avons contribué à l'élargissement du canal de Panama, l'Union européenne étant un point de départ ou d'arrivée pour d'innombrables marchandises qui l'empruntent, » a expliqué Werner Hoyer. « En tant que banque de l'Union européenne ayant pour objectif le bien-être de 500 millions de personnes, la BEI est en mesure de mettre en œuvre des stratégies d'investissement complexes, » a-t-il conclu. ■

« Des opérations financées sur le long terme ont été présentées lors de la conférence, notamment un projet portant sur l'efficacité énergétique à Bucarest et une centrale solaire en Espagne ».

Logements à haute efficacité énergétique à Bucarest

Centrale Gemasolar en Espagne

En bref

La BEI intensifie son soutien à **l'économie grecque**

La BEI va mettre à la disposition de la Grèce un nouveau volume de financements de 750 millions d'EUR au maximum dans les tout prochains mois.

« Nous sommes déterminés à soutenir la Grèce », a déclaré Werner Hoyer, président de la BEI. « Notre coopération fructueuse avec les autorités grecques a permis d'aplanir les difficultés très tôt grâce à des solutions innovantes (…). Nous sommes prêts à poursuivre et à intensifier notre activité de financement par des formes de coopération renforcées et supplémentaires, par exemple en accroissant notre assistance technique. »

L'accord conclu à Athènes permettra la signature de nouveaux prêts destinés à financer des investissements dans les secteurs de l'énergie, des transports et de l'éducation et il ouvrira la voie à des décaissements à l'appui de projets qui nécessitent au préalable la garantie de la Grèce. En outre, il accroîtra l'efficacité des aides non remboursables que la Grèce reçoit de l'UE.

Le président de la BEI rend visite **au Premier ministre espagnol**

À l'occasion de sa première visite officielle en Espagne, Werner Hoyer s'est entretenu avec le Premier ministre espagnol Mariano Rajoy des efforts que déploie actuellement la BEI pour renforcer le potentiel de croissance de l'Espagne, sa compétitivité et sa capacité à créer des emplois.

L'Espagne est le premier bénéficiaire des prêts de la BEI, à l'appui notamment des grands projets d'infrastructures, d'énergies renouvelables, de l'innovation et des PME. Pour la seule année 2011, la BEI y a accordé 9 milliards d'EUR de nouveaux prêts.

La BEI renforce son partenariat **en Méditerranée**

Lors de leur réunion à Chypre en septembre, les ministres des finances de l'UE ont célébré le dixième anniversaire de la BEI-FEMIP avec leurs homologues des pays méditerranéens. Ils ont appelé la BEI-FEMIP à renforcer son rôle de chef de file en matière de financement de programmes d'investissement durables et à promouvoir les partenariats qui accroissent la valeur ajoutée de ses opérations. Selon eux, la BEI-FEMIP devrait axer l'essentiel de son action sur la croissance inclusive, la création d'emplois (en particulier pour les jeunes), la promotion du secteur privé (notamment avec des prêts aux PME et dans le secteur de la microfinance), ainsi que sur le renforcement des infrastructures économiques et sociales.

Au cours des dix dernières années, la Banque est devenue le principal bailleur de fonds à l'appui de projets dans le bassin méditerranéen. Depuis 2002, elle soutient le développement économique et social de ses partenaires méditerranéens en y finançant des projets pour plus de 13 milliards d'EUR. Elle a ainsi soutenu quelque 2 300 PME, contribué à créer 30 000 emplois et mobilisé 35 milliards d'EUR environ de capitaux supplémentaires. Enfin, elle a accordé plus de 102 millions d'EUR d'assistance technique pour renforcer les connaissances et les compétences.

L'initiative « Accès à l'espace pour la Méditerranée » est lancée

L'Agence spatiale européenne et la BEI ont lancé une nouvelle initiative « Accès à l'espace pour la Méditerranée ». Les deux institutions vont travailler à l'offre de services par satellite de nature à réduire la fracture numérique et à favoriser la croissance économique dans le bassin méditerranéen. L'initiative est soutenue par LuxInnovation, l'agence nationale luxembourgeoise pour la promotion de l'innovation et de la recherche. Elle mettra l'accent sur la façon dont les technologies spatiales peuvent contribuer, dans le bassin méditerranéen, à améliorer certaines infrastructures clés, en particulier dans les secteurs de la gestion de l'eau, de l'énergie, des transports et de la logistique.

Investissement et croissance

à l'heure des changements climatiques

Le département économique de la BEI a organisé en juin sa première conférence commune avec le groupe de réflexion Bruegel basé à Bruxelles sur l'investissement et la croissance à l'heure des changements climatiques.

« L'action en faveur du climat ne représente pas seulement un coût, mais elle offre également des possibilités économiques, en particulier à long terme », a déclaré le président de la BEI, Werner Hoyer, à l'ouverture de la conférence. « Le développement d'une économie verte et de nouvelles technologies vertes est à même de créer des emplois et de soutenir la croissance », a-t-il ajouté. Comment concilier préservation de la compétitivité économique et lutte contre les changements climatiques ou adaptation à ces changements, tel était la principale question des débats qui ont rassemblé plus d'une centaine de participants, universitaires, décideurs politiques et représentants sectoriels.

Le défi de l'investissement en faveur du climat

La Commission européenne a estimé à environ 1,5 % supplémentaire du PIB par an sur les 40 prochaines années les besoins d'investissement de l'UE pour qu'elle réalise une transition vers une économie sobre en carbone d'ici à 2050. Cet investissement est essentiel et l'inaction coûterait encore plus cher.

Cependant, les marchés, s'ils sont livrés à eux-mêmes, n'investissent pas suffisamment dans l'atténuation des changements climatiques ou l'adaptation à leurs effets, comme le souligne un rapport commun BEI-ECON-Bruegel. Ce rapport soutient vigoureusement qu'il existe un potentiel inexploité pour rendre l'action de l'Europe en faveur du climat plus efficace, plus favorable à la croissance et en accord avec les contraintes budgétaires.

Ainsi, il est essentiel de fixer un prix pour les émissions de carbone afin de permettre aux énergies renouvelables, comme l'éolien ou le solaire, de concurrencer les énergies classiques sur un marché européen de l'électricité libéralisé. Le soutien public en faveur des technologies innovantes liées aux énergies renouvelables est nécessaire, mais de plus en plus difficile à financer en période d'austérité.

Pour les participants à la conférence, orienter l'économie de l'UE vers une croissance à faible intensité de carbone nécessite des investissements gigantesques. Cela suppose de supprimer de nombreuses barrières non financières à l'investissement, mais aussi de mobiliser des financements aussi bien privés que publics pour mettre en place une économie sobre en carbone.

« Nous devons encourager les gens à redevenir actifs », a souligné Simon Brooks, vice-président de la BEI. « C'est là tout l'objectif de l'initiative en faveur des obligations de projet. Cela permettrait une utilisation positive et efficace de ressources limitées », a-t-il ajouté. Les obligations de projet doivent permettre à des sociétés de projet d'émettre elles-mêmes de la dette notée valeur d'investissement. Un mécanisme de partage des risques entre l'UE et la BEI permettrait de rehausser la qualité de crédit d'obligations de premier rang à un niveau suffisamment élevé pour attirer des investisseurs institutionnels vers des projets d'infrastructures de première importance. Un projet pilote a récemment obtenu le feu vert des décideurs politiques de l'UE.

Les participants ont estimé que les décideurs politiques devraient s'efforcer de surmonter les obstacles actuels aux investissements en faveur du climat, d'encourager l'innovation et

« Le développement de l'économie verte et des nouvelles technologies vertes est à même de créer des emplois et de soutenir la croissance ».

de mieux expliquer les choix de politique publique, plutôt que d'attirer des financements.

Ils sont également convenus que répondre à un défi à long terme requiert un cadre politique crédible à long terme. car l'incertitude est une barrière importante à l'implication des entreprises.

Décarbonisation et croissance : compromis ou complémentarité ?

Le professeur Richard Tol de la Sussex University a remis en question le concept de « croissance verte » en tant que tel et provoqué un débat animé. Selon lui, le secteur de l'énergie, qui ne représente qu'environ 3 % de l'économie, n'est pas en mesure, à lui seul, de stimuler cette économie. Il a en outre souligné que le simple remplacement des combustibles fossiles par des énergies renouvelables ferait de l'énergie un secteur à plus forte intensité capitalistique et il a mis en doute l'effet de telles politiques sur la création d'emplois.

L'ancien ministre grec de l'environnement, de l'énergie et du changement climatique, Giorgios Papaconstantinou, a affiché sa divergence de vues en soulignant que dans son pays l'emploi dans les énergies renouvelables a doublé au cours des dernières années. « C'est l'une des seules lueurs d'espoir dans notre économie déprimée », a-t-il indiqué, ajoutant que la Grèce ne pourrait pas maintenir la croissance précédemment enregistrée dans ce secteur.

L'Union européenne et l'action globale

« Nous courons le risque d'oublier l'adaptation aux changements climatiques », a fait remarquer le professeur Sam Fankhauser de la London School of Economics. « Rattraper dès maintenant notre retard d'adaptation sera payant », a-t-il ajouté, affirmant que les coûts d'adaptation se multiplieront si l'on ne s'y attaque pas dès à présent.

Jos Delbeke, directeur général de la DG Action pour le climat de la Commission européenne, a indiqué que l'UE jouait déjà un rôle de premier plan dans le débat sur les changements climatiques globaux, mais qu'elle ne devrait pas baisser la garde. « Nous devons rester innovants et prendre en compte la concurrence mondiale », a-t-il souligné. Il a rappelé que « le modèle de multilatéralisme et de gouvernance globale doit être réinventé » dans les négociations actuelles sur les changements climatiques globaux, « Il n'y a pas d'autre alternative que de travailler ensemble sur les vrais problèmes globaux. Et l'Europe se doit de participer à cette entreprise », a-t-il conclu.

La lutte contre les changements climatiques est l'une des grandes priorités de la BEI et celle qui enregistre la croissance la plus dynamique. Elle consacre environ 30 % du montant total de ses prêts à l'action en faveur du climat et prend en compte les considérations climatiques dans toutes ses opérations. ■

L'action en faveur du climat vue sous l'angle économique

Le changement climatique présente de multiples facettes. Le rapport des économistes de la BEI et du groupe de réflexion Bruegel tente de mesurer les incidences économiques des changements climatiques, ainsi que les avantages et les coûts engendrés par les efforts pour les atténuer et s'adapter à leurs effets.

L'un de ses principaux enseignements est qu'il reste une marge de manœuvre inexploitée qui doit permettre de rendre l'action de l'Europe en faveur du climat plus efficace, plus favorable à la croissance et mieux adaptée aux contraintes budgétaires.

En matière d'investissement, le rapport analyse principalement l'équilibre entre les engagements pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre et ceux favorisant l'adaptation à leurs effets, la planification de ces deux types d'investissements et l'urgence de les réaliser, les obstacles aux investissements, ainsi que les politiques visant à éliminer ces obstacles et à assurer la rentabilité des investissements. Le rapport aborde également le lien entre l'action en faveur du climat et la croissance économique, les dimensions à court et long terme de ce lien et l'importance de l'innovation en tant qu'interface entre l'action en faveur du climat et la croissance économique.

Ces cinq dernières années, la BEI a prêté quelque 280 milliards d'EUR à l'appui de 1 500 opérations pour aider à libérer le potentiel de croissance et d'emplois de l'Europe.

La Banque finance jusqu'à 50 % des fonds nécessaires à la réalisation d'un projet. Ses financements ont un effet multiplicateur qui permet d'attirer d'autres financements venant compléter le plan d'investissement.

L'effet multiplicateur des prêts de la BEI :

quelques chiffres[1]

(1) Chiffres concernant les opérations dans l'Union européenne durant la période 2007-2011

Innovation et compétences

- 15 milliards d'EUR alloués en faveur de l'innovation
- Plus de 120 écoles et universités ont bénéficié d'un appui

Infrastructures stratégiques

- La BEI a financé plusieurs centaines de kilomètres de voies ferrées
- Elle a contribué à connecter des millions de citoyens à l'internet à haut débit

Action en faveur du climat

- La BEI a financé l'installation de centrales solaires et de parcs éoliens représentant une capacité de plusieurs milliers de mégawatts et approvisionnant en électricité des millions de ménages.
- 5 milliards d'EUR sont allés à des investissements dans l'efficacité énergétique

Financer les PME (2)

- Plus de 220 000 petites et moyennes entreprises ont reçu plus de 37 milliards d'EUR

(2) Depuis 2008

Grâce au câble East-West,

l'électricité irlandaise passe au vert

La première interconnexion électrique entre l'Irlande et la Grande-Bretagne a été officiellement établie en septembre. Elle marque le premier lancement réussi d'un projet relevant du volet énergétique du Plan européen pour la relance économique de l'UE appuyé par la BEI. Il s'agit du plus grand élément d'infrastructure énergétique construit en Irlande depuis 1929.

L'interconnexion East-West (East-West Interconnector, EWIC) relie Deeside, dans le nord du pays de Galles, et Woodland, dans le comté de Meath, en Irlande. Long d'environ 260 km, ce câble souterrain et sous-marin peut transporter jusqu'à 500 MW, de quoi alimenter 300 000 ménages.

Pour Dermot Byrne, directeur général d'EirGrid, le groupe public chargé de construire cette liaison électrique stratégique, « cette interconnexion permet de rapprocher nos deux marchés de l'énergie et de rendre, de part et d'autre, l'approvisionnement plus sûr. C'est aussi, pour l'Irlande, une étape déterminante sur la voie de l'exploitation et de l'exportation de ses immenses ressources en énergies renouvelables. De plus, ajoute-t-il, ce qui est essentiel, c'est que l'interconnexion nous permet d'obtenir de l'énergie de la Grande-Bretagne et du continent européen, ce qui va renforcer la concurrence sur notre propre marché et induire une pression à la baisse sur les prix ».

Soutenir l'infrastructure stratégique pour éperonner la reprise européenne

« La nécessité de développer ses infrastructures énergétiques est l'un des plus gros défis auxquels est confrontée l'UE dans le secteur de l'énergie », affirme le commissaire européen à l'énergie Günther Oettinger. « Il est évident qu'il faut agir. Le nouveau câble installé par l'Irlande doublera la capacité d'interconnexion électrique entre le Royaume-Uni et l'Irlande et augmentera les possibilités de commerce d'électricité entre les deux marchés. C'est un élément clé dans la construction d'un marché européen unique de l'énergie ».

L'UE a participé au projet d'interconnexion entre l'Irlande et le Royaume-Uni à hauteur de 110 millions d'EUR dans le cadre du Plan européen de relance économique pour soutenir des projets cruciaux dans le domaine de l'énergie et atténuer les effets de la crise financière sur l'économie réelle. Ce projet, qui constitue un maillon prioritaire du réseau de l'UE, relève du réseau transeuropéen d'énergie (RTE-E).

La BEI a prêté 300 millions d'EUR pour la construction d'un câble de quelque 260 km entre l'Irlande et le pays de Galles. Ce nouveau raccordement au réseau devrait transformer le marché irlandais de l'énergie, offrir aux deux pays des possibilités d'échanger de l'énergie et créer un marché à l'exportation pour l'électricité d'origine renouvelable. Il améliorera la sûreté de l'approvisionnement et favorisera la concurrence en connectant le marché irlandais de l'électricité au reste de l'Europe.

Relier les marchés de l'électricité

« Investir dans une infrastructure énergétique est un pari à long terme. La présente interconnexion s'inscrit dans le cadre d'une série de grands projets de développement du réseau », explique Pat Rabbitte, ministre irlandais des communications, de l'énergie et des ressources naturelles.

« Cette réalisation témoigne de ce que les Irlandais peuvent apporter à l'Europe, ajoute-t-il. Le fait que le projet ait été achevé par EirGrid dans les délais prévus et en respectant globalement le budget prouve la capacité de l'Irlande à mener à bien des projets complexes, avec l'aide du secteur bancaire international ».

Cette interconnexion avec le Royaume-Uni est le plus grand élément d'infrastructure énergétique jamais construit en Irlande depuis l'ouverture de la centrale hydroélectrique d'Ardnacrusha en 1929. Elle bénéficiera au consommateur car elle permettra d'améliorer la sûreté de l'approvisionnement, d'accroître la compétitivité et d'encourager l'augmentation de la production d'électricité à partir de sources renouvelables.

Ouvrir la voie à l'énergie éolienne

Grâce à cette liaison, l'Irlande pourra désormais accéder à une offre d'électricité plus large. La sûreté énergétique consiste à s'assurer qu'un pays dispose de suffisamment d'électricité de bonne qualité pour répondre aux besoins croissants d'une population toujours plus nombreuse.

L'Irlande reste très dépendante des combustibles fossiles importés, mais elle dispose d'un potentiel énorme en énergie éolienne. Avec cette nouvelle interconnexion, le pays va pouvoir se reposer davantage sur son électricité éolienne. Il disposera en effet d'une réserve d'énergie à importer pour remplacer la ressource éolienne les jours de faible vent sur son territoire ou si elle ne produit pas assez d'énergie ou encore si celle produite au Royaume-Uni est moins chère. De même, en cas d'excédent de production, y compris d'électricité éolienne, l'Irlande pourra en exporter une partie vers le Royaume-Uni. En outre, via le réseau national britannique, l'Irlande peut accéder à de l'énergie venue de toute l'Europe par le biais d'une interconnexion entre la Grande-Bretagne et le continent.

Ce projet accompagne l'Irlande dans son virage écologique et sa volonté d'assurer l'avenir de son approvisionnement énergétique, tout en aidant l'ensemble de l'Europe à atteindre ses objectifs en matière de lutte contre les changements climatiques. Dans ce pays, la BEI a déjà financé des parcs éoliens capables de produire plus de 240 MW. Plus récemment, elle a soutenu une vaste remise à niveau du réseau énergétique irlandais, ce qui a permis d'augmenter le recours aux énergies renouvelables et de raccorder des parcs éoliens aux bornes de recharge de véhicules électriques.

Selon Edward Davey, secrétaire d'État britannique à l'énergie et aux changements climatiques, « l'interconnexion East-West n'est pas seulement une prouesse d'ingénierie, elle présente également de nombreux avantages pour les économies britannique et irlandaise. Cette nouvelle liaison entre nos réseaux électriques améliorera la sûreté de l'approvisionnement énergétique dans nos deux pays, encouragera la concurrence – en faisant baisser le prix payé par le consommateur final – et offrira à l'abondante énergie éolienne irlandaise un meilleur débouché vers le vaste marché britannique » conclut-il. ■

« Le nouveau câble électrique sous-marin doublera la capacité d'interconnexion électrique entre le Royaume-Uni et l'Irlande et favorisera le commerce d'électricité entre les deux marchés. Il est l'un des éléments clés de la construction d'un marché unique européen de l'énergie. »

Le port de Rotterdam s'agrandit

avec le soutien de la BEI

Le littoral du plus grand port d'Europe a définitivement changé à la fin du mois de juillet, avec l'achèvement d'une digue de onze kilomètres, dans le cadre du projet Maasvlakte 2. La BEI contribue à hauteur de 900 millions d'EUR à la réalisation de cette infrastructure emblématique.

L'agrandissement du port est indispensable si celui-ci veut continuer à répondre à la demande croissante d'espace dans les années à venir, mais ce projet change également la carte des Pays-Bas. La superficie du port de Rotterdam s'est en effet accrue de 20 %, les Pays-Bas ont gagné 2 000 hectares et le littoral s'est avancé de 3,5 km en mer. Le nouveau complexe offre des installations en eau profonde pour les porte-conteneurs et des sites destinés à l'industrie chimique et aux services de distribution.

Les installations portuaires de Rotterdam revêtent une importance primordiale pour l'économie des Pays-Bas comme pour celle du nord-ouest de l'Europe. Des voies navigables intérieures, mais aussi des voies ferrées, des autoroutes et des réseaux d'oléoducs et de gazoducs relient le plus grand port d'Europe aux quatre coins du continent. Les transports maritimes assurent 90 % environ du commerce extérieur de l'UE et les ports maritimes sont les points d'accès de l'Union au reste du monde.

On attend les premiers conteneurs à Maasvlakte 2 pour le second semestre de 2014, soit six ans après le début des travaux de construction (en 2008).

Contribuer à satisfaire les besoins de transport à long terme

« La BEI se félicite de la collaboration étroite avec l'autorité du port de Rotterdam tout au long de ces nombreuses années pour que l'extension des installations portuaires de Maasvlakte 2 puisse avoir des retombées positives sur la croissance économique aux Pays-Bas et dans le nord-ouest de l'Europe », a déclaré Werner Hoyer, le président de la BEI.

Les investissements à long terme dans des infrastructures d'importance européenne (comme le port de Rotterdam) sont le pain quotidien de la Banque, qui prête 900 millions d'EUR à ce projet gigantesque. Ce concours permettra de financer la reprise de terrains sur la mer ainsi que la construction de terminaux de conteneurs et d'installations spécialisées qui augmenteront la capacité du port.

« Ce prêt, tant par son montant que par sa très longue durée, est la pierre angulaire du financement de nos investissements. déclare Paul Smits, directeur financier du port de Rotterdam. Nos projets reposent sur une justification économique, mais il faut beaucoup de temps pour que les investissements de cette nature parviennent au seuil d'équilibre. C'est pourquoi le financement de la BEI est important pour ces projets ».

Maasvlakte 2 - Faits et chiffres clés

En 2008, lorsque les travaux ont commencé, la profondeur de la mer à cet endroit était de 17 m. Maasvlakte 2 ne figurait sur aucune carte, sauf sur les plans de conception. Bientôt, il s'étendra sur 1 000 ha de terrains à usage industriel donnant directement sur des eaux profondes.

Les terrains récupérés sur la mer sont protégés par une digue constituée de matériaux plus ou moins durs. Une plage et des dunes en constituent la partie meuble tandis que des galets, pierres, moellons et blocs de béton en forment la partie solide. Le terrain est surélevé derrière la digue. Le sable nécessaire provient de zones sélectionnées avec soin en mer, mais aussi de l'approfondissement du port lui-même et d'aménagements situés dans la zone portuaire existante. Les terres gagnées sur la mer représentent quelque 2 000 ha, soit l'équivalent de la superficie de l'aéroport de Schiphol ou de Disneyworld. La moitié de ces terrains est destinée à des infrastructures, comme des digues, des voies navigables, des voies ferrées, des routes ou des bassins portuaires. L'autre moitié est destinée à un usage industriel.

Le port offre tout l'espace requis pour le transfert de conteneurs, les services de distribution et l'industrie chimique. Maasvlakte 2 ne sera pas seulement imposant par sa superficie. En profondeur également, les nouveaux bassins portuaires offriront des perspectives nouvelles. Avec une profondeur de 20 m, le port est accessible aux porte-conteneurs à fort tirant d'eau de nouvelle génération qui ne peuvent pas accoster dans de nombreux autres ports européens.

Rotterdam est l'un des ports les plus accessibles d'Europe grâce à sa situation immédiate sur la mer du Nord. On peut ainsi atteindre Maasvlakte 2 en une ou deux heures à partir de la pleine mer.

Avec l'agrandissement du port, dont la superficie atteindra 12 500 ha environ, la capacité de traitement des conteneurs sera doublée. Des liaisons parfaites avec l'arrière-pays offrent d'excellentes possibilités pour les entreprises qui s'installent à Maasvlakte 2.

Application pratique du développement durable des infrastructures

Agrandissement du port et respect de l'environnement vont de pair. Les concepteurs et les ingénieurs en charge du projet ont accordé une attention particulière à la prise en compte de l'aspect humain : une piste cyclable, une plage et une ligne de tramway sont ainsi les produits dérivés de ce vaste projet et bénéficieront à la population locale. De plus, la perte d'espaces naturels résultant des travaux de construction de Maasvlakte 2 sera largement compensée par la création d'une réserve naturelle sous-marine et l'élargissement de la zone dunaire.

La mise en place du réseau transeuropéen de transport et le développement de moyens de transport durables est l'un des objectifs prioritaires de la BEI. Ces cinq dernières années, elle a prêté plus de 5 milliards d'EUR pour financer des infrastructures dans le secteur des transports maritimes et fluviaux et à l'appui d'un grand nombre de projets portuaires, notamment à Hambourg, Bremerhaven, Anvers, Helsinki et Marseille. ■

« Ce prêt, tant par son montant que par sa très longue durée, est la pierre angulaire du financement de nos investissements ».

Les microentreprises bénéficient du programme Progress

À ce jour, Progress a mis 74,5 millions d'EUR de microcrédits à la disposition de particuliers pour les aider à démarrer ou développer leurs activités. Le programme vise à améliorer l'accès au microfinancement de celles et ceux qui en ont le plus besoin, en particulier les personnes qui ont perdu leur emploi ou risquent de le perdre, qui sont confrontées à des difficultés d'accès au marché du travail, sont menacées d'exclusion sociale ou qui sont désavantagées sur le marché du crédit conventionnel.

Les entrepreneurs qui souhaitent solliciter un prêt dans le cadre de Progress peuvent le faire via une série d'organismes de microcrédit de leur pays. En septembre 2012, moins de deux ans après le lancement de Progress, 18 organismes de microcrédit dans 13 pays (Belgique, Bulgarie, Chypre, Espagne, France, Grèce, Italie, Lituanie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie et Slovénie) avaient conclu un accord avec le Fonds européen d'investissement (FEI). Membre du groupe BEI, ce dernier est le chef de file européen des financements à risques destinés à appuyer l'esprit d'entreprise et l'innovation.

Emprunter de l'argent pour démarrer une activité n'a jamais été chose facile et la crise financière a encore aggravé la situation. Andronikos, Anton, Katarzyna et Alina sont quelques-uns des microentrepreneurs à avoir développé leurs activités en dépit de la crise grâce au programme Progress.

Progress prévoit l'octroi de microprêts de moins de 25 000 EUR, pour un volume total de prêts de 500 millions d'EUR à destination de 46 000 microentrepreneurs de toute l'Europe.

L'instrument de microfinancement Progress

Progress est doté d'une enveloppe de 203 millions d'EUR provenant de la Commission européenne et de la BEI. Il prévoit l'octroi de microcrédits de moins de 25 000 EUR, pour un volume total de prêts de 500 millions d'EUR à destination de 46 000 microentrepreneurs des quatre coins de l'Europe. C'est le FEI qui gère cet instrument, en sélectionnant des organismes de microcrédit dans les États membres de l'UE. Le FEI peut émettre des garanties en faveur des fournisseurs de microcrédit pour les inciter à cibler les groupes défavorisés ou à améliorer les conditions de financement des microemprunteurs, grâce à des taux d'intérêt plus bas ou des exigences de garantie moins strictes. Progress met également des prêts et des fonds propres à la disposition des organismes de microcrédit pour les aider à augmenter le volume de leurs prêts.

Chypre : le « car-wash » d'Andronikos Giallouros

Après avoir terminé son service militaire de 26 mois, Andronikos a monté son propre service de lavage de voitures sur le terrain de ses parents à Episkopi (Chypre). Le site était inutilisé depuis quelques années et même s'il avait déjà pensé ouvrir un car-wash auparavant, Andronikos n'avait pas les moyens d'acheter l'équipement nécessaire. Il s'est adressé à la Société coopérative de crédit Kouriou pour solliciter un microcrédit de 20 000 EUR. Quelques semaines plus tard, il a pu acheter un tout nouvel élévateur de véhicules et lancer son entreprise. Il nettoie à présent une soixantaine de voitures par semaine et emploie deux personnes. Dans les prochains moins, il a l'intention d'élargir son offre à des véhicules plus grands comme les cars de tourisme, les tracteurs et les camions et il va se mettre à la recherche d'un nouvel employé qu'il mettra aux commandes du nouvel élévateur.

Bulgarie : les nouvelles serres d'Anton Topalov

Anton, maraîcher, a construit une nouvelle serre il y a deux ans, avec pour projet de l'agrandir pour cultiver davantage de légumes. Mais, à cause de son absence d'antécédents de crédit et de sa difficulté à apporter la preuve de ses revenus réels, les banques locales ne lui ont pas accordé de prêt. Ayant par la suite découvert que l'organisme bulgare de Mikrofond consentait des microcrédits, il lui a adressé une demande de prêt. Il a ainsi obtenu 1 150 EUR pour l'achat de semences, d'engrais et de pesticides et il lui restait suffisamment de fonds pour financer l'agrandissement de sa serre. Pour faire face à la charge de travail supplémentaire, il embauche de temps en temps des ouvriers saisonniers au sein de la communauté Rom locale, en chômage de longue durée et contente d'aider les résidents locaux. Avec un emploi stable après une période de chômage, Anton est heureux de pouvoir rester au village et de s'occuper de ses parents, tout en récoltant les fruits de son travail.

Pologne : le salon de thé et les souvenirs de Katarzyna Nowakowska

En 1996, Katarzyna a décidé de monter son entreprise de publicité et de création d'affiches et de dépliants. Elle a ensuite commencé à fabriquer et à vendre des cadres de décoration, des figurines en pâte à sel et des impressions sur verre, qui se sont si bien vendus qu'elle a dû agrandir ses locaux et se rapprocher du centre ville . Elle y a ouvert un magasin de souvenirs et un salon de thé proposant à ses clients des cartes, des souvenirs et des cadres peints à la main, où l'on peut également siroter un café et déguster des desserts locaux. Pour répondre à la demande, Katarzyna a pu emprunter 5 320 EUR auprès de Inicjatywa Mikro, ce qui lui a permis d'acheter du matériel de cuisine, de développer son entreprise et de garder sa collègue Malgorzata.

Lituanie : les trophées d'Alina Mankuvienė

Alina était cadre depuis un an dans une entreprise en ligne de fabrication de trophées à Šiauliai. Elle rêvait de créer sa propre entreprise familiale de fabrication et de vente de trophées. L'entreprise fournissait régulièrement les trophées des 1e, 2e et 3e places aux écoles, équipes sportives, expositions canines et autres fêtes de village de la région de Šiauliai et était réputée pour ses créations colorées. Après avoir constaté l'absence d'offre sur le marché, Alina a sollicité un prêt auprès de Šiaulių Bankas AB pour monter sa propre affaire. Quelques semaines plus tard à peine, elle a reçu 15 930 EUR et a acheté un nouveau magasin d'où elle pratique la vente directe aux clients et le commerce en ligne. Son entreprise a rapidement décollé. Depuis, elle a engagé un nouvel employé et compte prendre la première place sur le marché local dans les années à venir. ■

Des PME croates

se développent grâce à un prêt de la BEI

« Plus de 1 200 projets, financés par les fonds collectés, ont permis la création de milliers de nouveaux emplois. Plus important encore : grâce à nos prêts, bon nombre d'emplois existants ont été maintenus.

Destination très prisée des vacanciers en Europe, la Croatie, qui deviendra membre à part entière de l'Union européenne en juillet prochain, dépend beaucoup, économiquement, du tourisme. À Dubrovnik, un prêt BEI pour les PME et les ETI consenti à la banque partenaire HBOR aide des petites entreprises de ce secteur à développer leur activité.

La Croatie possède un secteur du tourisme bien développé qui a déjà attiré le chiffre record de 10 millions de visiteurs cette année. C'est l'un des moteurs des performances économiques du pays. D'après le Conseil mondial du tourisme et des voyages (WTTC), cette activité contribue directement pour 11 % au produit intérieur brut (PIB) de la Croatie et son incidence sur l'économie croate au sens large équivaut à plus d'un quart du revenu national.

Valoriser un atout de la Croatie : le tourisme

Deux projets d'assez petite dimension ont déjà bénéficié d'un soutien de la BEI via un prêt acheminé par la Banque croate pour la reconstruction et le développement (Hrvatska banka za obnovu i razvitak, HBOR) : la rénovation de l'hôtel Lacroma Dubrovnik et l'acquisition du navire de tourisme MS Sea Star.

L'hôtel Lacroma, situé près du centre historique de Dubrovnik, propose des chambres, des emplacements de camping et des lieux de restauration. Le financement obtenu grâce à la BEI a aidé ses propriétaires à rénover l'hôtel afin de le classer dans une catégorie supérieure et à porter sa capacité à plus de 400 unités d'hébergement.

Le *MS Sea Star,* navire de tourisme acquis récemment par la compagnie Jadranska krstarenja, assure des services de transport maritime et côtier dans la région de Dubrovnik. La compagnie a pu acheter le bâtiment puis assurer son exploitation grâce au soutien financier reçu par l'intermédiaire de HBOR. Il s'agit du premier navire multifonctionnel croate utilisé pour le transport de passagers, comme lieu de réception pour différents types d'événements et comme restaurant – d'une capacité de 400 convives.

… en s'appuyant sur des partenariats réussis

En septembre, la BEI, s'appuyant sur un partenariat établi avec HBOR, a prêté 100 millions d'EUR supplémentaires à cette banque croate pour qu'elle finance des projets mis en œuvre par des petites et moyennes entreprises (PME), des entreprises de taille intermédiaire (ETI) et des collectivités locales. Ce prêt, qui s'inscrit dans le prolongement de la collaboration très fructueuse entre les deux institutions, a porté à sept le nombre de lignes de crédit fournies à HBOR, qui totalisent ainsi désormais 860 millions d'EUR.

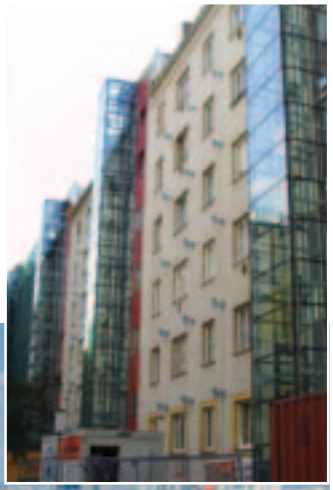
Le contrat de prêt a été signé à Dubrovnik après la réunion du Conseil d'administration de la BEI, qui se tenait pour la première fois en Croatie. La République de Croatie a obtenu le statut d'observateur au sein du Conseil d'administration de la Banque. Elle en deviendra un actionnaire à part entière lorsqu'elle adhérera officiellement à l'UE en juillet 2013.

« La BEI soutient des projets locaux qui visent à aider la Croatie à remplir les critères d'adhésion à l'UE et à s'intégrer rapidement dans l'Union, explique Werner Hoyer, président de la BEI. Le nouveau prêt permettra aux PME et ETI croates d'accéder plus facilement à des financements à long terme à des conditions avantageuses, favorisera la mise en œuvre de leurs projets et renforcera leur compétitivité ».

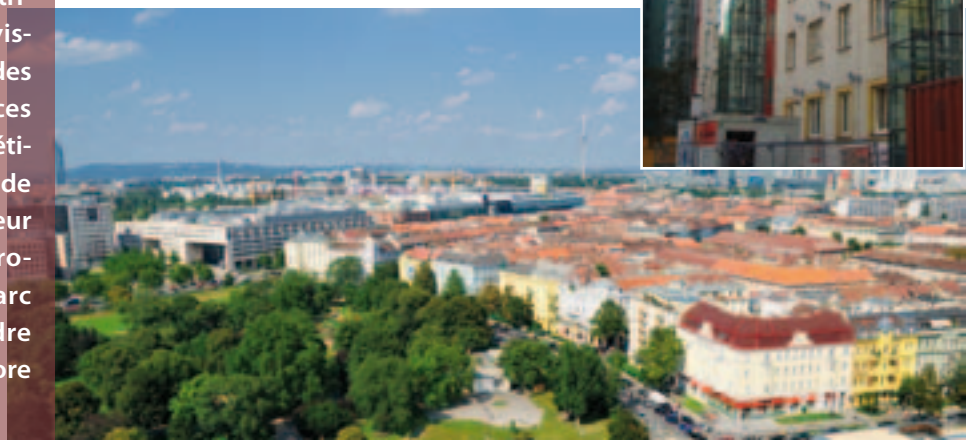
Le nouveau prêt a pour but de financer des projets mis en œuvre par des PME dans les secteurs secondaire et tertiaire, dont le tourisme. Il appuiera aussi des projets d'équipement de petite et moyenne dimension voulus par des collectivités locales, des initiatives menées dans des secteurs à fort contenu en connaissances et en technologie et des investissements dans d'autres domaines prioritaires tels que l'énergie, la protection de l'environnement, la santé et l'éducation.

« Les fonds collectés ont permis de financer plus de 1 200 projets et la création de milliers de nouveaux emplois. Plus important encore : grâce à nos prêts, de nombreux emplois ont été maintenus, commente Anton Kovačev, président de la Banque croate pour la reconstruction et le développement. Il est essentiel que la BEI et la Banque croate pour la reconstruction et le développement poursuivent leur coopération fructueuse pour que nous puissions mettre des ressources de qualité à la disposition des chefs d'entreprise croates, une condition préalable au lancement d'un nouveau cycle d'investissement ». ■

À Vienne, des économies intelligentes pour le logement social



L'efficacité énergétique, qui contribue à réduire la dépendance vis-à-vis des importations, à créer des emplois, à libérer des ressources financières, à stimuler la compétitivité et à réduire les émissions de gaz à effet de serre, est un moteur de l'économie. À Vienne, le programme de rénovation du parc immobilier de la ville engendre des gains d'efficacité et améliore l'offre de logements sociaux.



Les bâtiments représentent 40 % de la consommation d'énergie de l'UE et 36 % des émissions de CO_2. À l'avenir, les évolutions démographiques et économiques devraient provoquer un accroissement des besoins énergétiques des villes. Améliorer l'efficacité énergétique est donc le moyen le plus économique de faire baisser les émissions et la demande énergétique. En matière de réduction de la consommation d'énergie, le secteur du bâtiment présente un potentiel non négligeable.

C'est justement en pleine conjoncture économique difficile que l'efficacité énergétique peut apporter une contribution majeure à la réduction des coûts du logement. Récemment, l'Union européenne a fixé des objectifs nationaux contraignants en matière d'efficacité énergétique. Elle a également pris des mesures d'économie d'énergie reposant sur des initiatives spécifiques, comme la rénovation des bâtiments publics.

Aménager des bâtiments durables

À Vienne, où de nombreuses personnes vivent dans des immeubles d'habitation collectifs, la rénovation des logements contribue à réduire les coûts de chauffage et à améliorer la qualité de vie. La capitale de l'Autriche est le centre de la vie politique, économique et commerciale du pays. En croissance constante, la ville compte approximativement 1,7 million d'habitants qui occupent quelque 900 000 appartements, dont environ un quart appartiennent à Wiener Wohnen, l'entreprise de service public de Vienne chargée du logement social.

Wiener Wohnen entend moderniser l'ensemble du parc locatif social de la ville pour le porter à des normes de hautes performances énergétiques d'ici environ 2020. La BEI a accordé un prêt de 270 millions d'EUR à l'appui d'investissements de remise en état et de rénovation de quelque 177 bâtiments de ce parc immobilier en insistant en particulier sur l'efficacité énergétique. Les investissements portent notamment sur l'amélioration des systèmes de chauffage, sur l'isolation des murs, du sol et de l'étage supérieur, sur la pose d'un vitrage thermo-isolant et sur la modernisation du réseau d'électricité. Ces travaux permettront de faire baisser les factures énergétiques, mais également de réduire considérablement la pollution atmosphérique.

L'efficacité énergétique au centre des préoccupations

Selon certaines estimations, ce programme d'investissement permettra de réduire le volume total des émissions de CO_2 d'environ 46 000 tonnes, participant ainsi à la réalisation des objectifs ambitieux de Vienne en matière de lutte contre le changement climatique. Le projet contribuera également à l'amélioration de la qualité de vie des locataires puisqu'il donnera une meilleure image de l'habitat social et stimulera la revitalisation des quartiers concernés.

Enfin, les locataires verront le montant de leurs factures énergétiques baisser, ce qui peut faire une énorme différence pour les occupants d'appartements sociaux. Des travaux de rénovation thermique dans une habitation peuvent ainsi réduire de moitié les frais de chauffage.

En 2011, les prêts de la BEI au secteur de l'efficacité énergétique ont atteint près de 1,3 milliard d'EUR, soit une augmentation de 70 % depuis 2008. La BEI contribue ainsi à l'objectif de l'UE d'accroître l'efficacité énergétique dans l'Union de 20 % d'ici à 2020. C'est en effet le moyen le plus économique et le plus efficace de réduire les émissions et d'améliorer la sûreté de l'approvisionnement en énergie. ■

177 bâtiments

Un prêt BEI de 270 millions d'EUR contribue à financer la remise en état et la rénovation de quelque 177 bâtiments.

À Varsovie, le transport durable est sur les rails

Les banlieusards de la capitale polonaise (trois millions d'habitants avec l'agglomération) profitent désormais de trains de banlieue plus confortables et plus performants grâce à un prêt de la BEI. La Banque a en effet apporté son concours financier à l'indispensable modernisation du matériel roulant et d'autres équipements d'une ligne de métro desservant le sud-ouest de Varsovie.

Douze des quatorze nouvelles rames électriques articulées achetées grâce au prêt de la BEI sont déjà en circulation ; chacune a une capacité maximale de 500 places, dont 120 assises. Longue de 36 kilomètres, cette ligne de métro relie les quartiers sud-ouest de Varsovie aux banlieues et petites communes avoisinantes et dessert désormais 28 gares et stations. L'agglomération de Varsovie compte actuellement plus de trois millions d'habitants, dont près de deux millions intra-muros.

Inaugurée en 1927, cette ligne a été la première ligne de chemin de fer électrique de Pologne. Il y a peu, son matériel roulant était parmi les plus anciens encore en exploitation dans le pays. En 1972, 40 nouvelles rames au design caractéristique de l'ère socialiste avaient remplacé les vieux wagons achetés à l'Angleterre dans les années 1920. Pour la plupart, ces vieux modèles des années 70 sont toujours en exploitation.

« Nos rames avaient plus de quarante ans et, malgré les bons et loyaux services qu'elles ont longtemps rendus, elles devenaient de moins en moins satisfaisantes au regard des besoins de transport croissants et, par exemple, n'étaient pas du tout adaptées au transport de voyageurs handicapés, explique Grzegorz Dymecki, président du conseil d'administration de l'exploitant du réseau de banlieue, Warszawska Kolej Dojazdowa. Avec le soutien de la BEI, nous avons commencé à les remplacer par un matériel roulant ultramoderne et conforme aux normes de sécurité les plus strictes. »

Davantage de confort pour les voyageurs

Le parc existant sera presque intégralement renouvelé et les améliorations apportées permettront d'accroître la capacité de transport d'environ vingt pour cent, grâce à l'augmentation de la vitesse et à la diminution des besoins d'entretien sur les nouvelles rames.

La BEI a prêté quelque 39 millions d'EUR pour aider au financement de l'acquisition des nouvelles rames et à la mise en œuvre des améliorations d'infrastructure sur la ligne. Le nombre de voyageurs transportés par cette ligne régionale n'a cessé d'augmenter ces dernières années et son matériel vétuste peine à faire face à l'accroissement des trajets entre la capitale et la banlieue.

« Le nombre de trajets augmente régulièrement ; de 6,4 millions en 2006, il est passé à plus de 7,3 millions en 2011, explique Joanna Dałek, membre du Conseil d'administration de Warszawska Kolej Dojazdowa. De plus en plus de gens font la navette entre le centre-ville et la banlieue, l'augmentation des prix de l'immobilier dans la capitale poussant toujours plus de foyers à déménager en banlieue. Les embouteillages et le manque de places de stationnement dans le centre de Varsovie les incitent à préférer le train à la voiture. La ligne est empruntée par de nombreux navetteurs travaillant dans la capitale, mais aussi par des scolaires et par d'autres usagers se déplaçant de banlieue à banlieue. »

« De plus en plus de gens font la navette entre le centre-ville et la banlieue, l'augmentation des prix de l'immobilier dans la capitale poussant toujours plus de foyers à déménager en banlieue. »

Des trains modernes aux lignes épurées

L'objectif global du projet est d'accroître la mobilité des personnes qui vivent et travaillent à Varsovie et dans son agglomera-

tion et, ce faisant, d'améliorer leur qualité de vie et d'augmenter la compétitivité de toute la région. Une meilleure offre de transports publics a également un effet dynamisant pour la cohésion territoriale et économique.

Les principaux avantages socio-économiques découlant du projet sont un raccourcissement des temps d'exploitation sur le réseau de transport en commun, un allégement de la pression sur l'environnement et une réduction du nombre d'accidents sur le réseau routier de la région.

Le projet entraînera aussi une légère réduction des temps de trajet, les rames présentant une meilleure accélération et des planchers à hauteur de quai qui permettent de raccourcir les arrêts en station. L'accroissement de la fréquence des trains doit permettre de réduire l'affluence aux heures de pointe.

« Les effets positifs se ressentent déjà, reprend Grzegorz Dymecki. Les nouveaux trains sont bien plus confortables, grâce à des portes plus grandes et automatisées, une suspension améliorée et une climatisation plus efficace, particulièrement appréciable durant les mois d'été où les températures peuvent être très élevées à Varsovie. Les nouvelles voitures sont plus sûres et moins bruyantes et consomment moins d'énergie par passager transporté ».

Au cours des prochaines années, le projet couvrira aussi diverses améliorations d'équipements nécessaires pour une exploitation efficace des nouveaux trains. Les investissements prévus portent notamment sur l'amélioration des voies, la modernisation de l'alimentation électrique et du système de titres de transport, le perfectionnement des systèmes d'information des voyageurs et de surveillance, et l'installation d'un câble à fibre optique.

Cette ligne régionale bénéficie également d'une aide non remboursable du Fonds européen de développement régional (FEDER) dans le cadre du programme opérationnel régional 2007-2013 de la voïvodie de Mazovie. Combinés, les financements consentis auront un plus grand impact sur la vie des personnes qui empruntent la ligne quotidiennement.

En route pour des services de transport plus durables

La Banque a déjà financé plusieurs projets d'infrastructure en Mazovie, notamment la construction de deux tronçons du contournement autoroutier de Varsovie, la modernisation du matériel roulant pour les chemins de fer de la région et l'amélioration et l'extension du réseau de tramway de Varsovie. Elle devrait en outre cofinancer l'acquisition de matériel roulant pour la nouvelle ligne de métro de la capitale. Au cours des cinq dernières années, la BEI a prêté plus de 1 milliard d'EUR pour le financement d'investissements relatifs aux transports publics en Pologne.

Le développement régional et les transports durables sont deux domaines d'action prioritaires pour la BEI. Les prêts à l'appui des transports durables sont une illustration de la volonté de contribuer à la réduction des émissions de gaz nocifs et à l'amélioration du rendement énergétique des moyens de transport. En favorisant l'abandon de la voiture particulière au profit des transports en commun et en appuyant le transport maritime, ces prêts non seulement tendent à améliorer la qualité de l'air et à réduire les nuisances sonores, mais aussi participent à la lutte contre les changements climatiques en augmentant le rendement énergétique et en limitant les émissions de gaz à effet de serre. ■

Une découverte scientifique majeure

appuyée par la BEI

Le boson de Higgs est une particule subatomique qui permet d'expliquer pourquoi la matière a une masse. Elle a été découverte par le CERN, l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire, dans une installation que la BEI a contribué à financer, le Grand collisionneur de hadrons (ou LHC, Large Hadron Collider), un anneau souterrain de 27 kilomètres sur le site du CERN près de Genève.

« En investissant dans de grandes infrastructures mondiales de recherche telles que le Grand collisionneur de hadrons, la BEI prouve qu'elle est une institution vitale pour l'avenir de l'Europe », explique le professeur Heuer, directeur général du CERN. « Construire un tel complexe avec un budget constant était difficile pour nous, mais le concours de la BEI a facilité la tâche au plus fort de la phase d'investissement ».

En 2002, la Banque avait prêté de 300 millions d'EUR pour financer la dernière phase de la construction de l'accélérateur de particules au sein duquel cet événement scientifique historique s'est produit en juillet dernier. Ce prêt a permis d'achever plus rapidement le LHC et de financer les instruments d'enregistrement et d'analyse des collisions de particules à haute énergie au centre de recherche de Genève.

Financer des recherches d'avant-garde

« Nous sommes très heureux d'avoir contribué à la construction de ce laboratoire européen de recherche unique, à l'origine de découvertes aussi révolutionnaires », commente Philippe de Fontaine-Vive, vice-président de la BEI chargé de l'innovation. « Nos prêts à long terme visent à mobiliser des flux de financements collaboratifs à l'appui de l'excellence scientifique et de la coopération internationale dans la recherche. »

Le LHC est un accélérateur de particules de nouvelle génération. Il est installé sur le site du CERN dans un anneau souterrain de 27 kilomètres de circonférence creusé sous la montagne, à cheval sur la frontière franco-suisse près de Genève. Il fonctionne en faisant entrer en collision frontale, à très grande vitesse, des faisceaux de particules à des niveaux d'énergie très élevés ; il permet ainsi la poursuite de recherches essentielles dans le domaine de la physique fondamentale. Grâce à la politique d'accès libre pratiquée par le CERN, la vaste somme de données générée par l'organisation est à la disposition de la communauté scientifique mondiale.

« Construire un tel complexe avec un budget constant était difficile pour le CERN, mais la tâche a été facilitée par le concours de la BEI au plus fort de la phase d'investissement ».

Accélérer l'innovation

Les expériences dans le domaine de la physique des particules sont technologiquement complexes et extrêmement coûteuses à réaliser. Le LHC est en effet l'un des outils d'expérimentation scientifique les plus chers de l'histoire.

Au cours des cinq dernières années, la BEI a accordé quelque 68 milliards d'EUR de prêts à 400 projets ayant pour objet de faire avancer l'innovation. Elle a financé un nombre important d'infrastructures de recherche, notamment le Laboratoire européen de biologie moléculaire de Heidelberg, en Allemagne, et l'ensemble de télescopes (l'un des plus avancés au monde) de l'observatoire européen austral, au Chili. La BEI contribue à financer les activités de recherche-développement et d'innovation menées dans le cadre de programmes de recherche universitaire et fait aussi une large place à l'innovation dans le secteur privé et au transfert de connaissances entre secteurs. ■

Comment mieux soutenir l'innovation : la BEI sonde le marché

La BEI revoit actuellement son offre de produits en faveur des investissements dans la recherche-développement et l'innovation. Un sondage du marché et une analyse sectorielle devraient donner un nouvel élan à l'activité de prêt de la Banque en faveur de l'innovation.

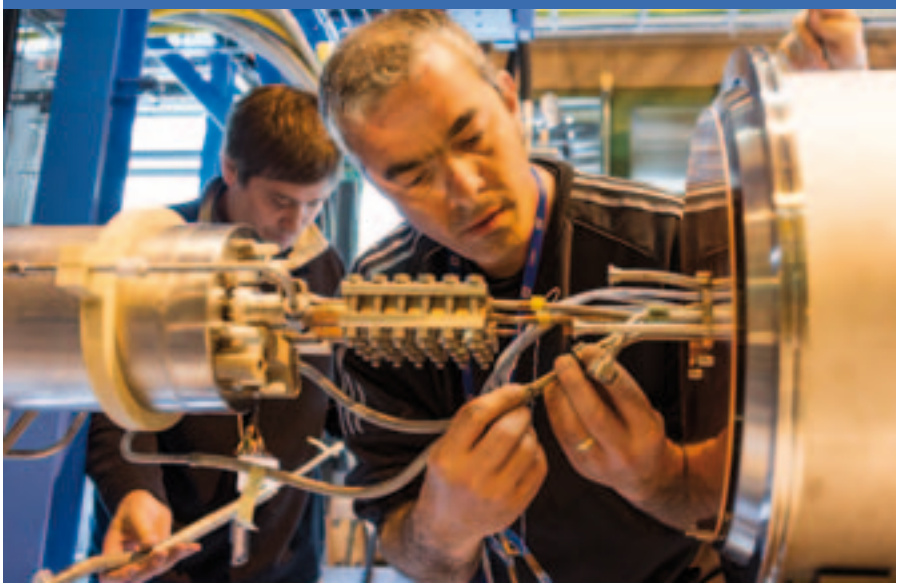
Le financement de l'innovation est un facteur clé pour conduire la relance en Europe et assurer une croissance économique à long terme. Pour mieux répondre aux besoins de la recherche-développement et de l'innovation (RDI), la BEI va réaliser un sondage auprès de représentants du secteur et de partenaires spécialisés dans le financement de la RDI en Europe. Le but est de connaître leur opinion sur les produits actuels de la BEI et sur la meilleure façon de les étoffer pour apporter une plus grande valeur ajoutée aux investissements appuyant l'innovation en Europe.

Il ressort d'analyses économiques que les différences en matière de dépenses de R-D entre l'Union européenne et ses principaux concurrents peuvent être intégralement attribuées au secteur privé. Les entreprises privées doivent donc accroître leurs investissements en la matière si l'on veut atteindre l'objectif fixé par l'initiative Europe 2020 – investir en RDI 3 % du PIB contre 1,9 % aujourd'hui – et favoriser ainsi la croissance et l'emploi.

Les outils du groupe BEI pour soutenir l'innovation

Le groupe BEI propose une série de produits financiers à des conditions favorables pour aider des entreprises de taille et de structures d'actionnariat variées dans toutes les phases du cycle de vie d'un projet de RDI. Ces produits vont des prêts de grande envergure en faveur de la RDI accordés à des entreprises privées ou à des entités publiques reconnues très bien notées, aux petites prises de participation à haut risque dans des jeunes pousses, en passant par des fonds de capital-risque et des fonds d'investissement pour la croissance.

Tout promoteur peut s'adresser directement à la BEI, dont les services évalueront la conformité du projet proposé avec les objectifs de l'UE, son intérêt économique, technique et financier, ainsi que son incidence sur l'environnement. Pour plus d'informations sur le sondage et sur la gamme des produits BEI, contactez RDIsurvey@eib.org.



Les lycées de Languedoc-Roussillon **améliorent leur bilan écologique**

Un premier prêt direct de la BEI à la région Languedoc-Roussillon, dans le sud de la France, est destiné à appuyer la construction de cinq nouveaux établissements scolaires et la rénovation de quarante-trois autres. Il va permettre de rénover plusieurs centaines de salles de classe dans la région. Un investissement important pour les générations futures.

« Nous préparons l'avenir des jeunes Européens de ce territoire ».

Pour Christian Bourquin, président de la région Languedoc-Roussillon, « si la Région est en mesure de signer des contrats avec la BEI, c'est bien parce qu'elle investit de façon significative en faveur des lycées et, plus largement, de la jeunesse. Ce partenariat confirme par ailleurs la confiance dans la bonne santé financière de la Région et, plus particulièrement, dans sa capacité à financer ses investissements de manière équilibrée par l'épargne et l'emprunt », ajoute-t-il.

La région Languedoc-Roussillon va bénéficier au total de 400 millions d'EUR de financement de la BEI, qui l'aideront à construire ou à rénover ses lycées pour en faire des établissements présentant un bon bilan énergétique et respectant les normes environnementales les plus strictes.

Chaudières à bois et panneaux solaires pour la rentrée

« Le partenariat de long terme entre la BEI et la région Languedoc-Roussillon remonte aux années 2000, rappelle le vice-président Philippe de Fontaine Vive. Je suis très heureux que la BEI aille encore plus loin aux côtés de la Région avec ce premier prêt direct, un an seulement après la mise en place d'un mécanisme commun en faveur des énergies renouvelables. La modernisation des lycées est un élément clé du développement économique, social et humain, et il est de notre responsabilité de créer les conditions optimales à la connaissance et à l'apprentissage. En agissant ainsi, nous préparons l'avenir des jeunes Européens de ce territoire », souligne-t-il.

Quelque 650 élèves et 33 employés du lycée Georges Frêche à Montpellier, le premier des cinq lycées à bénéficier de ce prêt, ont découvert les nouvelles installations à la rentrée. Avec ses cuisines et autres aménagements de formation professionnelle spécialisée, le lycée est particulièrement bien équipé pour préparer ses élèves à travailler dans les secteurs de l'hôtellerie et du tourisme, deux piliers de l'économie locale.

L'objectif global est de moderniser les locaux d'enseignement et de relever ainsi le niveau de conformité environnementale et l'efficacité énergétique des lycées privés et publics de la région. Cela passe par la rénovation de 43 établissements et la construction de cinq nouveaux lycées – dont un lycée pilote à basse consommation d'énergie – équipés de chaudières à bois et de panneaux photovoltaïques en toiture.

Encourager l'action en faveur du climat sur le terrain

Ce nouveau prêt de la BEI à la région Languedoc-Roussillon témoigne de la volonté de l'Europe de soutenir l'action de la Région. En 2011, la BEI avait accordé un prêt de 200 millions d'EUR afin d'encourager la production d'énergie photovoltaïque. Ce financement par lequel la Banque réaffirmait son engagement en faveur des collectivités territoriales françaises a entraîné, depuis janvier 2012, près de 6 milliards d'EUR d'investissements en France grâce à l'effet de levier généré auprès d'autres partenaires financiers. ■

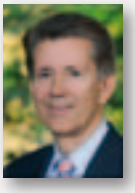
Ça bouge @ la BEI

Jean-Marie Magnette

a été nommé directeur général de la nouvelle direction Information et soutien à l'environnement de travail. Auparavant, il était directeur général adjoint du Fonds européen d'investissement, l'organe du Groupe BEI spécialisé dans les instruments de capital-risque pour le financement des PME.

Birthe Bruhn-Léon

a été nommée directrice du département Soutien aux opérations au sein la direction des opérations dans l'Union européenne et dans les pays candidats. Elle dirigeait auparavant la division Gestion des mandats au sein du Fonds européen d'investissement.



Gerhard Hütz

a été nommé directeur général, et chef de la conformité du Groupe BEI. il était auparavant directeur général adjoint des affaires juridiques.

Barbara Balke

a été nommée directrice du département Gestion opérationnelle et relations sociales au sein de la direction du personnel. Auparavant, elle était directrice adjointe de la direction du personnel.

Eric Lamarcq

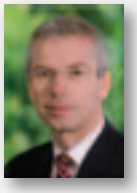
a été nommé directeur du département Trésorerie de la direction des finances. Précédemment, il dirigeait la division Coordination et politiques financières de cette même direction.

Nicola Barr

a été nommée directrice générale de la direction juridique et chef des services juridiques de la BEI. Elle était auparavant à la tête du département Affaires juridiques institutionnelles et financières.

Matthias Maertens

a rejoint la nouvelle direction Information et soutien à l'environnement de travail. Auparavant, il était chef du Bureau de conformité du Groupe BEI.



Jürgen Moehrke

a été nommé à la tête du département Ressources et développement au sein de la direction du personnel. Auparavant, il était directeur du département Stratégie et contrôle de gestion.

Publications

- Rapport sur la responsabilité d'entreprise 2011
- La BEI soutient la mobilité durable
- ELENA : mécanisme européen d'assistance technique pour les projets énergétiques locaux
- La BEI dans la région de la mer Baltique

Pour plus d'informations : www.eib.org/events

Calendrier

- **16.10.2012**
  Journées européennes du développement, Bruxelles
- **14-16.11.2012**
  Semaine européenne de la microfinance, Luxembourg
- **27.11.2012**
  Vers un tourisme durable en Méditerranée, Marseille
- **27-28.11.2012**
  Forum consacré à la région du Danube, Regensburg

Pour plus d'informations : www.eib.org/events

Banque européenne d'investissement

98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
(+352) 43 79 1
(+352) 43 77 04

On trouvera sur le site Web de la Banque la liste mise à jour des bureaux existants et des bureaux ouverts après la date de la présente publication, ainsi que leurs coordonnées.

QH-AA-12-147-FR-C
© BEI - 10/2012 - FR

Libérer le potentiel de **croissance de l'Europe**

Des petites entreprises aux grandes infrastructures stratégiques, la BEI soutient des secteurs pour lesquels l'accès aux ressources financières est des plus difficiles. Son intervention aide à débloquer des financements supplémentaires du secteur privé qui stimulent la croissance et la création d'emplois.
www.bei.org

La BEI – La banque de l'UE

Banque européenne d'investissement